

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2019/201435]

Extrait de l'arrêt n° 47/2019 du 19 mars 2019

Numéro du rôle : 7020

*En cause* : le recours en annulation des mots « du directeur du banc d'épreuves » dans l'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions diverses sur le banc d'épreuves des armes à feu, ainsi que de l'article 8 de la même loi, introduit par Jean-Luc Stassen.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges J.-P. Snappe, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, R. Leysen et M. Pâques, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 octobre 2018 et parvenue au greffe le 11 octobre 2018, Jean-Luc Stassen, assisté et représenté par Me E. Lemmens, avocat au barreau de Liège, a introduit un recours en annulation des mots « du directeur du banc d'épreuves » dans l'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions diverses sur le banc d'épreuves des armes à feu, ainsi que de l'article 8 de la même loi (publiée au *Moniteur belge* du 17 juillet 2018).

Par requête séparée, la partie requérante demandait également la suspension des mêmes dispositions légales. Par l'arrêt n° 183/2018 du 19 décembre 2018, publié au *Moniteur belge* du 24 décembre 2018, la Cour a suspendu l'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions diverses sur le banc d'épreuves des armes à feu, en ce qu'il vise le directeur du banc d'épreuves des armes à feu sans prévoir de disposition transitoire adéquate.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant aux dispositions attaquées*

B.1. La partie requérante demande l'annulation des mots « du directeur du banc d'épreuves » figurant dans l'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions diverses sur le banc d'épreuves des armes à feu (ci-après : la loi du 8 juillet 2018) et, pour autant que de besoin, de l'article 8 de la même loi.

B.2.1. L'article 19, § 2, attaqué, relève des dispositions finales, contenues dans le chapitre 6 de la loi du 8 juillet 2018. Il dispose :

« Il est mis fin de plein droit aux mandats du directeur du banc d'épreuves, du président, du vice-président et des syndics de la commission administrative qui sont en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Ils continuent à exercer leur mandat jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement ».

B.2.2. L'article 8 de la loi attaquée compte parmi les dispositions relatives au directeur du banc d'épreuves, qui sont contenues dans le chapitre 3 de cette même loi :

« CHAPITRE 3. — Le directeur

Art. 7. Le directeur du banc d'épreuves est nommé par le Roi, et peut être démis par Lui.

Le Roi fixe la procédure de nomination, d'évaluation, de suspension et de la fin du mandat du directeur.

Art. 8. Le directeur est nommé pour une période de six ans. Le mandat est renouvelable après un avis favorable du Conseil d'administration.

Art. 9. Le directeur est responsable de la gestion journalière du banc d'épreuves et pose toutes les actions nécessaires ou utiles pour l'exécution de ses missions, et peut à cet effet conclure des engagements.

Le directeur est soumis au contrôle du Conseil d'administration ».

B.2.3. D'après l'article 20 de la loi du 8 juillet 2018, celle-ci entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, sauf si le Roi fixe une date d'entrée en vigueur antérieure.

B.3.1. Par la loi du 8 juillet 2018, le législateur entendait remplacer le cadre obsolète établi par la loi du 24 mai 1888 « portant réglementation de la situation du banc d'épreuves des armes à feu établi à Liège » (ci-après : la loi du 24 mai 1888), au moyen d'une révision complète et profonde de ce cadre réglementaire, en revoyant la structure de gestion et l'organisation d'une manière qui bénéficie au fonctionnement interne du banc d'épreuves, à son fonctionnement vis-à-vis des tiers et à la prestation de services du banc (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-3111/001, p. 4).

L'exposé des motifs mentionne :

« Alors que la loi de 1888 prescrit que le conseil d'administration du banc d'épreuves est composé d'un président et de six syndics, le bourgmestre de Liège étant de droit président du conseil d'administration, ce point a été entièrement révisé, vu le contexte changeant. En outre, la loi de 1888 prescrit que le directeur du banc d'épreuves soit nommé par le Roi, à partir d'une liste établie par les fabricants d'armes. Cette règle est également abandonnée.

Le présent projet de loi propose une structure interne du banc d'épreuves entièrement nouvelle. Les organes du banc d'épreuves seront un conseil d'administration et un directeur. Le directeur ne fera pas partie du conseil d'administration. Il s'agit donc de deux organes distincts et indépendants.

[...]

Le directeur, qui sera chargé de la gestion journalière du banc d'épreuves, sera nommé par le Roi. La procédure qui précède sa nomination sera encore déterminée par le Roi. Contrairement à ce qui est le cas suivant les dispositions de la loi de 1888, la nomination du directeur sur la base d'une liste établie par les fabricants d'armes, n'est donc pas retenue. Tout ceci vise à mieux pouvoir garantir la transparence et l'indépendance dans le cadre de la nomination du directeur et du fonctionnement du banc d'épreuves en général » (*ibid.*, pp. 5 et 6).

B.3.2. Les dispositions relatives au directeur ont été justifiées comme suit :

« Contrairement à ce qui est le cas maintenant, le directeur du banc d'épreuves ne sera plus nommé sur proposition de ce qu'on appelle les maîtres d'armes. Mais ce sera encore le Roi qui règlera la procédure complète par arrêté d'exécution, et pourra nommer et démettre le directeur, toutefois, ce sera d'une manière à poser l'indépendance comme principe. Le mandat de 6 ans du directeur, pourra alors être renouvelé quand le conseil d'administration donnera un avis favorable pour ce renouvellement. [...] » (*ibid.*, p. 12).

B.3.3. L'article 19, § 2, attaqué, a été introduit par la voie de l'amendement n° 1, justifié comme suit :

« Le projet de loi relatif au banc d'épreuves des armes à feu modifie la composition du conseil d'administration. Un nouveau directeur devra être nommé sur la base d'un arrêté d'exécution de l'article 7. Tous les mandats devront donc être redistribués.

Il convient de garantir la continuité et d'éviter au maximum l'apparition de discussions et de contestations avec les mandataires actuels » (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-3111/002, p. 2).

Cet amendement a été adopté à l'unanimité au sein de la commission compétente (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-3111/003, p. 11).

B.4. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec le principe de la séparation des pouvoirs.

La partie requérante précise qu'elle tient sa fonction de directeur du banc d'épreuves non pas d'un mandat, mais d'une nomination par le Roi en vertu de l'arrêté royal du 10 février 2004 « nommant le Directeur du Banc d'épreuves des armes à feu » (publié au *Moniteur belge* du 5 mars 2004).

Elle soutient que l'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018 met fin de plein droit à son emploi, alors qu'il s'agirait d'une décision relevant exclusivement de la compétence du pouvoir exécutif. Une différence de traitement serait ainsi établie entre, d'une part, les fonctionnaires statutaires nommés par le Roi, le pouvoir exécutif décidant de mettre fin à leurs fonctions ou de les sanctionner au terme d'une procédure spécifique dans le respect des garanties procédurales applicables et, d'autre part, la partie requérante elle-même, à la fonction de laquelle une norme législative met fin, indépendamment de toute procédure quelconque, alors que le législateur ne serait pas compétent pour ce faire.

La partie requérante soutient également que si l'objectif du législateur était de garantir la continuité de l'institution et d'éviter les risques de contestation, des mesures transitoires auraient dû être adoptées afin de prévoir son maintien au poste de directeur du banc d'épreuves jusqu'à ce qu'elle n'occupe plus cette fonction.

B.5.1. Le personnel d'un service public est, en principe, placé à l'égard de celui-ci dans une relation de droit public et se trouve, dès lors, réputé soumis aux principes généraux qui gouvernent la situation juridique des agents statutaires. Il ne pourrait en être autrement que s'il était établi de manière certaine, par des éléments concordants, qu'il est lié à ce service par contrat (C.E., 13 juillet 1979, n° 19.754; 24 janvier 2001, n° 92.580; 4 mars 2016, n° 234.035).

B.5.2. En l'espèce, l'article 3 de la loi du 24 mai 1888 dispose que « le directeur est nommé par le Roi sur la présentation d'une liste de trois candidats ». Il ressort du règlement général du banc d'épreuves des armes à feu établi à Liège, approuvé par l'arrêté royal du 30 juin 1924 « portant règlement général du banc d'épreuves des armes à feu établi à Liège », que le directeur du banc d'épreuves a rang de directeur à l'administration centrale du ministère de l'Industrie et du Travail, qu'il peut, après quinze années de fonction, sur proposition du ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, être assimilé aux directeurs généraux, que son traitement annuel « est fixé au maximum du traitement d'un directeur de l'administration centrale », que ce traitement « ne peut en aucune façon, directement ou indirectement, être modifié par décision de la commission administrative » et qu'il est « lié aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume, conformément aux modalités fixées par la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail ».

B.6.1. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.3 que le législateur entendait procéder à une révision complète et profonde de la loi relative au banc d'épreuves des armes à feu, devenue obsolète, notamment par une révision de la structure de gestion et de l'organisation de l'institution.

B.6.2. L'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018, met fin de plein droit au « mandat » du directeur, dès l'entrée en vigueur de ladite loi, à savoir le 1<sup>er</sup> janvier 2019, ou à une date antérieure à fixer par le Roi, mais prévoit que le directeur continuera à exercer son « mandat » jusqu'à ce qu'il soit pourvu à son remplacement selon les règles prescrites par les articles 7 et 8 de la loi.

Cette disposition met fin à l'emploi de la partie requérante au 1<sup>er</sup> janvier 2019 ou à une date antérieure à fixer par le Roi. La partie requérante est cependant maintenue dans la fonction de directeur jusqu'à la désignation du titulaire du mandat de directeur, selon les règles établies aux articles 7 et 8 de la même loi.

B.7.1. À peine de rendre impossible toute modification législative ou toute réglementation entièrement nouvelle, il ne peut être soutenu qu'une disposition nouvelle serait contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution par cela seul qu'elle modifie les conditions d'application de la législation ancienne.

B.7.2. Si le législateur estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat et, en principe, il n'est pas tenu de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si l'absence d'une mesure transitoire entraîne une différence de traitement qui n'est pas susceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime. Ce principe est étroitement lié au principe de la sécurité juridique, qui interdit au législateur de porter atteinte, sans justification objective et raisonnable, à l'intérêt que possèdent les sujets de droit d'être en mesure de prévoir les conséquences juridiques de leurs actes.

B.8. En l'espèce, il s'agit d'un organisme d'intérêt public. Le législateur a donc pu décider de régler lui-même une matière qu'il a attribuée au Roi et que la Constitution ne Lui a pas réservée, en prévoyant de remplacer le régime de nomination du directeur du banc d'épreuves, jusqu'alors en vigueur, par un système de mandat de six ans renouvelable, selon la procédure à fixer par un arrêté royal d'exécution.

Il s'ensuit que le moyen n'est pas fondé en ce qu'il est dirigé contre l'article 8 de la loi du 8 juillet 2018.

B.9. La Cour doit toutefois examiner si, en mettant fin de plein droit à l'emploi de la partie requérante, compte tenu de l'objectif qu'il entendait poursuivre, le législateur n'a pas porté atteinte de manière déraisonnable aux droits de l'intéressé, en ne prévoyant aucune disposition transitoire.

B.10.1. En l'espèce, l'article 19, § 2, attaqué, est justifié par le seul souci de garantir la continuité et d'éviter au maximum l'apparition de discussions et de contestations avec les mandataires actuels.

En tant qu'agent statutaire, la partie requérante doit admettre que sa fonction ou des éléments de son statut peuvent être modifiés unilatéralement, par application de la « loi du changement ». Elle peut toutefois s'attendre, dans le cas de la modification ou de la suppression de sa fonction, à ce que des dispositions transitoires adéquates soient prises, comme, le cas échéant, le transfert dans une autre fonction, un autre service ou une autre institution, afin de tenir compte du caractère permanent de l'emploi, qui constitue une caractéristique substantielle de la fonction statutaire.

En faisant entrer en vigueur, au 1<sup>er</sup> janvier 2019 ou à une date antérieure à fixer par le Roi, la mesure qui met fin de plein droit à l'emploi du directeur du banc d'épreuves, le législateur a pris une mesure qui a des conséquences graves pour l'intéressé, sans prévoir de mesure transitoire adéquate et sans invoquer un motif impérieux d'intérêt général pour justifier le défaut de celle-ci.

L'article 19, § 2, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 2018 maintient la partie requérante en fonction jusqu'à la désignation de son remplaçant. Cette disposition est destinée à garantir la continuité du service public, mais ne constitue pas, pour la partie requérante, une mesure transitoire adéquate eu égard au caractère permanent de l'emploi, qui constitue une caractéristique substantielle de la fonction statutaire. Elle ne remédie donc pas à l'absence d'une mesure transitoire adéquate.

B.10.2. L'article 19, § 2, attaqué, présente dès lors une lacune en ce qu'il met fin à l'emploi du directeur du banc d'épreuves des armes à feu en fonction, sans prévoir de mesure transitoire adéquate à son égard.

Partant, l'instauration du nouveau régime n'est pas suffisamment prévisible et porte atteinte aux attentes légitimes de la partie requérante.

B.11. Le premier moyen, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec le principe de la sécurité juridique et de la confiance légitime, est fondé, mais uniquement dans la mesure précisée au B.10.2.

B.12. Un second moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 13 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.

D'après la partie requérante, l'adoption d'une norme législative en lieu et place d'une norme réglementaire aurait pour effet de la priver du droit à un recours effectif, dès lors que ce n'est pas le Conseil d'État, mais bien la Cour qui est seule compétente pour contrôler la régularité de la décision prise à son encontre. La partie requérante serait ainsi privée de tout un pan des garanties procédurales que les autorités sont tenues de respecter lorsqu'elles adoptent des sanctions à l'encontre d'un fonctionnaire.

B.13. Compte tenu de l'annulation de l'article 19, § 2, attaqué, dans la mesure précisée en B.10.2, la loi n'a plus pour effet de mettre fin à la fonction du directeur du banc d'épreuves des armes à feu, de sorte que le second moyen, qui porte sur le contrôle juridictionnel d'une décision de nature législative qui, par hypothèse, n'a pu sortir ses effets, ne doit pas être examiné.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 19, § 2, de la loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions diverses sur le banc d'épreuves des armes à feu en ce qu'il vise le directeur du banc d'épreuves des armes à feu sans prévoir de disposition transitoire adéquate;
- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 19 mars 2019.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

F. Daoût

## GRONDWETTELIJK HOF

[2019/201435]

### Uittreksel uit arrest nr. 47/2019 van 19 maart 2019

Rolnummer 7020

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de woorden « de bestuurder van de proefbank » in artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen inzake de proefbank voor vuurwapens, alsook van artikel 8 van dezelfde wet, ingesteld door Jean-Luc Stassen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en A. Alen, en de rechters J.-P. Snappe, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, R. Leysen en M. Pâques, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 oktober 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 11 oktober 2018, heeft Jean-Luc Stassen, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. E. Lemmens, advocaat bij de balie te Luik, een beroep tot vernietiging ingesteld van de woorden « de bestuurder van de proefbank » in artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen inzake de proefbank voor vuurwapens, alsook van artikel 8 van dezelfde wet (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 2018).

Bij afzonderlijk verzoekschrift vorderde de verzoekende partij eveneens de schorsing van dezelfde wetsbepalingen. Bij het arrest nr. 183/2018 van 19 december 2018, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 december 2018, heeft het Hof artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen inzake de proefbank voor vuurwapens geschorst, in zoverre het betrekking heeft op de directeur van de proefbank voor vuurwapens zonder in een adequate overgangsbepaling te voorzien.

(...)

#### II. In rechte

(...)

#### Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van de woorden « de bestuurder van de proefbank » in artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen inzake de proefbank voor vuurwapens (hierna : de wet van 8 juli 2018) en, voor zover als nodig, van artikel 8 van dezelfde wet.

B.2.1. Het bestreden artikel 19, § 2, maakt deel uit van de slotbepalingen, die in hoofdstuk 6 van de wet van 8 juli 2018 zijn vervat. Het bepaalt :

« Aan de mandaten van de bestuurder [lees : directeur] van de proefbank, de voorzitter, de ondervoorzitter en de wapenmeesters van de bestuurscommissie die bij de inwerkingtreding van deze wet in functie zijn, wordt van rechtswege een einde gesteld.

Zij oefenen hun mandaat verder uit tot er is voorzien in hun vervanging ».

B.2.2. Artikel 8 van de bestreden wet maakt deel uit van de bepalingen met betrekking tot de directeur van de proefbank, die in hoofdstuk 3 van diezelfde wet zijn vervat :

« HOOFDSTUK 3. — De directeur

Art. 7. De directeur van de proefbank wordt benoemd door de Koning, en kan door Hem worden ontslagen.

De Koning bepaalt de procedure van de benoeming, de evaluatie, de schorsing en de beëindiging van het mandaat van de directeur.

Art. 8. De directeur wordt benoemd voor een periode van zes jaar. Het mandaat is hernieuwbaar na een gunstig advies van de Raad van Bestuur.

Art. 9. De directeur staat in voor het dagelijks bestuur van de proefbank en stelt alle handelingen die nodig of dienstig zijn voor de uitvoering van zijn opdrachten, en kan hiertoe verbintenissen afsluiten.

De directeur staat onder toezicht van de Raad van Bestuur ».

B.2.3. Volgens artikel 20 van de wet van 8 juli 2018 treedt zij in werking op 1 januari 2019, tenzij de Koning een eerdere datum van inwerkingtreding bepaalt.

B.3.1. Bij de wet van 8 juli 2018 wou de wetgever het verouderde karakter dat werd vastgesteld door de wet van 24 mei 1888 « houdende regeling van den toestand der proefbank voor vuurwapens gevestigd te Luik » (hierna : de wet van 24 mei 1888), vervangen door middel van een volledige, grondige herziening van dat regelgevend kader, waarbij de beheersstructuur en de organisatie worden herzien op een manier die de interne werking van de proefbank, de werking ervan ten aanzien van derden en de dienstverlening van de bank ten goede komt (*Parl. St.*, Kamer, 2017-2018, DOC 54-3111/001, p. 4).

De memorie van toelichting vermeldt :

« Waar de wet van 1888 voorschrijft dat de bestuursraad van de proefbank bestaat uit een voorzitter en zes wapenmeesters, waarbij de burgemeester van Luik ambtshalve voorzitter is van de bestuursraad, wordt dit in het voorliggende wetsontwerp volledig herzien, gelet op de veranderde context. Daarnaast schrijft de wet van 1888 voor dat de bestuurder van de proefbank wordt benoemd door de Koning, gekozen uit een lijst opgemaakt door wapenfabrikanten. Ook van deze regel wordt afgestapt.

In dit wetsontwerp wordt een volledig nieuwe interne structuur van de proefbank voorgesteld. De organen van de proefbank zullen een raad van bestuur en een directeur zijn. De directeur zal geen deel uitmaken van de raad van bestuur. Het gaat dus om twee onderscheiden, onafhankelijke organen.

[...]

De directeur, die zal instaan voor het dagelijks beheer van de proefbank, zal worden benoemd door de Koning. De procedure die aan de benoeming voorafgaat wordt nog door de Koning bepaald. In tegenstelling tot wat het geval is onder de bepalingen van de wet van 1888 wordt de benoeming van de directeur op basis van een door de wapenfabrikanten opgestelde lijst, dus niet weerhouden. Dit alles om de transparantie en onafhankelijkheid van de benoeming van de directeur en van de werking van de proefbank in het algemeen beter te kunnen garanderen » (*ibid.*, pp. 5 en 6).

B.3.2. De bepalingen betreffende de directeur werden als volgt verantwoord :

« De directeur van de proefbank zal, in tegenstelling tot wat nu het geval is, niet meer op voordracht van de zogenoemde wapenmeesters worden benoemd. Wel zal het nog de Koning zijn die de volledige procedure bij uitvoeringsbesluit zal regelen, en zal de directeur door de Koning kunnen worden benoemd en ontslagen, maar het zal op een manier zijn die de onafhankelijkheid vooropstelt. Het mandaat van de directeur van 6 jaar zal slechts kunnen worden hernieuwd wanneer de raad van bestuur een gunstig advies geeft voor deze hernieuwing. [...] » (*ibid.*, p. 12).

B.3.3. Het bestreden artikel 19, § 2, is ingevoerd door middel van het amendement nr. 1, dat als volgt werd verantwoord :

« Het wetsontwerp betreffende de proefbank voor vuurwapens bepaalt een nieuwe samenstelling voor de raad van bestuur en, op grond van een uitvoeringsbesluit van artikel 7, zal een nieuwe directeur moeten worden benoemd. Alle mandaten worden dus opnieuw ingevuld.

Er moet voor continuïteit worden gezorgd en discussies en betwistingen met de huidige mandaathouders moeten zo veel als mogelijk worden vermeden » (*Parl. St.*, Kamer, 2017-2018, DOC 54-3111/002, p. 2).

Dat amendement werd eenparig aangenomen in de bevoegde commissie (*Parl. St.*, Kamer, 2017-2018, DOC 54-3111/003, p. 11).

B.4. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het beginsel van de scheiding der machten.

De verzoekende partij preciseert dat zij haar functie van directeur van de proefbank niet uitoefent krachtens een mandaat, maar door een benoeming door de Koning op grond van het koninklijk besluit van 10 februari 2004 « houdende benoeming van de Directeur van de Proefbank voor vuurwapens » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 maart 2004).

Zij voert aan dat het bestreden artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 van rechtswege een einde maakt aan haar betrekking, hetgeen een beslissing zou zijn die uitsluitend onder de bevoegdheid van de uitvoerende macht ressorteert. Aldus zou een verschil in behandeling worden ingevoerd tussen, enerzijds, de door de Koning benoemde statutaire ambtenaren, voor wie het de uitvoerende macht is die beslist om een einde te maken aan hun functies of om hen te bestraffen na afloop van een specifieke procedure met inachtneming van de van toepassing zijnde procedurele waarborgen en, anderzijds, de verzoekende partij zelf, aan wier functie een einde wordt gemaakt door een wetskrachtige norm, los van enige procedure, terwijl de wetgever onbevoegd zou zijn om zulks te doen.

De verzoekende partij voert eveneens aan dat, indien het doel van de wetgever erin bestond de continuïteit van de instelling te waarborgen en risico's van betwisting te vermijden, overgangsmaatregelen hadden moeten worden aangenomen teneinde erin te voorzien dat zij haar functie van directeur van de proefbank zou behouden totdat zij die functie niet meer bekleedt.

B.5.1. De verhouding tussen het personeel van een openbare dienst en die dienst is in principe van publiekrechtelijke aard en dat personeel wordt bijgevolg geacht onder de toepassing te vallen van de algemene principes die de rechtspositie van vastbenoemde ambtenaren regelen. Dat zou alleen anders kunnen zijn indien met zekerheid zou vaststaan, door met elkaar overeenstemmende gegevens, dat het door een overeenkomst met die dienst is verbonden (RvSt, 13 juli 1979, nr. 19.754; 24 januari 2001, nr. 92.580; 4 maart 2016, nr. 234.035).

B.5.2. Te dezen bepaalt artikel 3 van de wet van 24 mei 1888 dat « de bestuurder wordt benoemd door den Koning uit eene lijst van drie kandidaten ». Uit het algemeen reglement der te Luik gevestigde wapenproefbank, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 30 juni 1924 « houdende algemeen reglement der te Luik gevestigde wapenproefbank », blijkt dat de directeur van de proefbank rang heeft van directeur bij het hoofdbestuur van het ministerie van Nijverheid en Arbeid, dat hij, na vijftien jaar functie, op voordracht van de minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg, met de directeurs-generaal kan worden gelijkgesteld, dat zijn jaarwedde « gelijk [is] aan het maximum van

de wedde van een directeur bij het hoofdbestuur », dat die wedde « in geen geval, noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks, gewijzigd [mag] worden door een beslissing van de bestuurscommissie » en dat zij « de schommelingen [ondergaat] van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk, overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen ».

B.6.1. Uit de in B.3 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever een volledige en grondige herziening beoogde van de verouderde wet met betrekking tot de proefbank voor vuurwapens, met name door een herziening van de beheersstructuur en van de organisatie van de instelling.

B.6.2. Artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 maakt van rechtswege een einde aan het « mandaat » van de directeur, vanaf de inwerkingtreding van die wet, namelijk op 1 januari 2019, of op een eerdere datum die door de Koning moet worden bepaald, maar voorziet erin dat de directeur zijn « mandaat » zal blijven uitoefenen totdat in zijn vervanging is voorzien volgens de bij de artikelen 7 en 8 van de wet voorgeschreven regels.

Bij die bepaling wordt de betrekking van de verzoekende partij beëindigd op 1 januari 2019 of op een eerdere datum die door de Koning moet worden bepaald. De verzoekende partij wordt evenwel in de functie van directeur gehandhaafd tot de aanwijzing van de titularis van het mandaat van directeur volgens de in de artikelen 7 en 8 van dezelfde wet vastgestelde regels.

B.7.1. Elke wetswijziging of het uitvaardigen van een volledig nieuwe regeling zou onmogelijk worden, mocht worden aangenomen dat een nieuwe bepaling in strijd zou zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet om de enkele reden dat zij de toepassingsvoorwaarden van de vroegere wetgeving wijzigt.

B.7.2. Indien de wetgever een beleidswijziging noodzakelijk acht, vermag hij te oordelen dat die beleidswijziging met onmiddellijke ingang moet worden doorgevoerd en is hij, in beginsel, niet ertoe gehouden in een overgangsregeling te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn slechts geschonden indien de ontstentenis van een overgangsmaatregel leidt tot een verschil in behandeling waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat of indien aan het vertrouwensbeginsel op buitensporige wijze afbreuk wordt gedaan. Dit beginsel is nauw verbonden met het rechtszekerheidsbeginsel, dat de wetgever verbiedt om zonder objectieve en redelijke verantwoording afbreuk te doen aan het belang van de rechtsonderhorigen om in staat te zijn de rechtsgevolgen van hun handelingen te voorzien.

B.8. Te dezen gaat het om een instelling van openbaar nut. De wetgever vermocht derhalve te beslissen een aan gelegenheid die hij aan de Koning heeft opgedragen en die Hem niet door de Grondwet is voorbehouden, zelf te regelen, door te voorzien in het vervangen van de tot dan van kracht zijnde regeling inzake de benoeming van de directeur van de proefbank door een systeem met een hernieuwbaar mandaat van zes jaar, volgens de procedure die bij een koninklijk uitvoeringsbesluit moet worden vastgesteld.

Daaruit volgt dat het middel niet gegrond is in zoverre het tegen artikel 8 van de wet van 8 juli 2018 is gericht.

B.9. Het Hof dient evenwel te onderzoeken of de wetgever, door van rechtswege een einde te maken aan de betrekking van de verzoekende partij, rekening houdend met het doel dat hij wou nastreven, niet op onredelijke wijze afbreuk heeft gedaan aan de rechten van de betrokkene, door niet in een overgangsbepaling te voorzien.

B.10.1. Te dezen wordt het bestreden artikel 19, § 2, enkel verantwoord door de bekommernis om de continuïteit te waarborgen en betwistingen met de huidige mandaathouders zoveel mogelijk te vermijden.

Als statutair ambtenaar dient de verzoekende partij te aanvaarden dat haar ambt of elementen van haar statuut eenzijdig kunnen worden gewijzigd met toepassing van de « wet van de veranderlijkheid ». Zij kan evenwel, in het geval van de wijziging of de afschaffing van haar ambt, verwachten dat adequate overgangsbepalingen worden aangenomen zoals, in voorkomend geval, de overplaatsing naar een andere functie, een andere dienst of een andere instelling, teneinde rekening te houden met het vaste karakter van de betrekking, dat een wezenlijk kenmerk van het statutair ambt is.

Door de maatregel die van rechtswege een einde maakt aan de betrekking van de directeur van de proefbank, in werking te laten treden op 1 januari 2019, of op een eerdere datum die door de Koning moet worden bepaald, heeft de wetgever een maatregel genomen die ernstige gevolgen heeft voor de betrokkene, zonder in een adequate overgangsmaatregel te voorzien en zonder dat een dwingende reden van algemeen belang wordt aangevoerd om de ontstentenis ervan te verantwoorden.

Bij artikel 19, § 2, tweede lid, van de wet van 8 juli 2018 wordt de verzoekende partij in functie gehouden tot de aanwijzing van haar vervanger. Die bepaling is bestemd om de continuïteit van de openbare dienst te verzekeren, maar vormt voor de verzoekende partij geen adequate overgangsmaatregel, gelet op het vaste karakter van de betrekking, dat een wezenlijk kenmerk is van het statutair ambt. Zij verhelpt de ontstentenis van een adequate overgangsmaatregel dus niet.

B.10.2. Het bestreden artikel 19, § 2, vertoont bijgevolg een lacune in zoverre daarin een einde wordt gemaakt aan de betrekking van de in functie zijnde directeur van de proefbank voor vuurwapens, zonder te zijnen aanzien in een adequate overgangsmaatregel te voorzien.

De invoering van de nieuwe regeling is bijgevolg niet voldoende voorzienbaar en doet afbreuk aan de rechtmatige verwachtingen van de verzoekende partij.

B.11. Het eerste middel dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het beginsel van rechtszekerheid en van gewettigd vertrouwen, is gegrond, maar enkel in de in B.10.2 gepreciseerde mate.

B.12. Een tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 13 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Volgens de verzoekende partij zou het aannemen van een wetkrachtige norm in plaats van een reglementaire norm tot gevolg hebben dat haar het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel wordt ontzegd, omdat niet de Raad van State maar enkel het Hof bevoegd is om de regelmatigheid van de tegen haar genomen beslissing te toetsen. Aldus zou aan de verzoekende partij een groot aantal procedurele waarborgen worden ontzegd die de overheden in acht dienen te nemen wanneer zij sancties tegen een ambtenaar aanneemt.

B.13. Gelet op de vernietiging van het bestreden artikel 19, § 2, in de in B.10.2 gepreciseerde mate, heeft de wet niet langer tot gevolg dat een einde wordt gemaakt aan de functie van de directeur van de proefbank voor vuurwapens, zodat het tweede middel, dat verband houdt met de jurisdictionele toetsing van een beslissing van wetgevende aard die per definitie geen gevolgen heeft kunnen hebben, niet moet worden onderzocht.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 19, § 2, van de wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen inzake de proefbank voor vuurwapens in zoverre het betrekking heeft op de directeur van de proefbank voor vuurwapens zonder in een adequate overgangsbepaling te voorzien;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 19 maart 2019.

De griffier,  
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,  
F. Daoût

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2019/201435]

### Auszug aus dem Entscheid Nr. 47/2019 vom 19. März 2019

Geschäftsverzeichnisnummer 7020

*In Sachen:* Klage auf Nichtigklärung der Wortfolge « des Direktors des Prüfstands » in Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen über den Prüfstand für Feuerwaffen sowie von Artikel 8 desselben Gesetzes, erhoben von Jean-Luc Stassen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und A. Alen, und den Richtern J.-P. Snappe, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, R. Leysen und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

#### I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 8. Oktober 2018 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. Oktober 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Jean-Luc Stassen, unterstützt und vertreten durch RA E. Lemmens, in Lüttich zugelassen, Klage auf Nichtigklärung der Wortfolge « des Direktors des Prüfstands » in Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen über den Prüfstand für Feuerwaffen sowie von Artikel 8 desselben Gesetzes (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. Juli 2018).

Mit separater Klageschrift beantragte die klagende Partei ebenfalls die einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmungen. Durch Entscheid Nr. 183/2018 vom 19. Dezember 2018, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 24. Dezember 2018, hat der Gerichtshof Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen über den Prüfstand für Feuerwaffen, insofern er sich auf den Direktor des Prüfstands für Feuerwaffen bezieht, ohne eine angemessene Übergangsbestimmung vorzusehen, einstweilig aufgehoben.

(...)

#### II. Rechtliche Würdigung

(...)

##### In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigklärung der Wortfolge « des Direktors des Prüfstands » in Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen über den Prüfstand für Feuerwaffen (nachstehend: Gesetz vom 8. Juli 2018) sowie - nötigenfalls - von Artikel 8 desselben Gesetzes.

B.2.1. Der angefochtene Artikel 19 § 2 gehört zu den Schlussbestimmungen, die in Kapitel 6 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 enthalten sind. Er bestimmt:

« Il est mis fin de plein droit aux mandats du directeur du banc d'épreuves, du président, du vice-président et des syndics de la commission administrative qui sont en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Ils continuent à exercer leur mandat jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement ».

B.2.2. Artikel 8 des angefochtenen Gesetzes zählt zu den Bestimmungen über den Direktor des Prüfstands, die in Kapitel 3 desselben Gesetzes enthalten sind:

« CHAPITRE 3. — Le directeur

Art. 7. Le directeur du banc d'épreuves est nommé par le Roi, et peut être démis par Lui.

Le Roi fixe la procédure de nomination, d'évaluation, de suspension et de la fin du mandat du directeur.

Art. 8. Le directeur est nommé pour une période de six ans. Le mandat est renouvelable après un avis favorable du Conseil d'administration.

Art. 9. Le directeur est responsable de la gestion journalière du banc d'épreuves et pose toutes les actions nécessaires ou utiles pour l'exécution de ses missions, et peut à cet effet conclure des engagements.

Le directeur est soumis au contrôle du Conseil d'administration ».

B.2.3. Nach Artikel 20 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 tritt dieses am 1. Januar 2019 in Kraft, außer wenn der König das Inkrafttreten auf ein früheres Datum festlegt.

B.3.1. Durch das Gesetz vom 8. Juli 2018 beabsichtigte der Gesetzgeber, den veralteten Rahmen, der durch das Gesetz vom 24. Mai 1888 zur Regelung der Lage des Prüfstands für Feuerwaffen in Lüttich (nachstehend: Gesetz vom 24. Mai 1888) festgelegt wurde, durch eine vollständige und tiefgreifende Revision dieses regulatorischen Rahmens zu ersetzen, indem die Verwaltungsstruktur und die Organisation in einer Weise angepasst werden, die sich positiv auf die interne Arbeitsweise des Prüfstandes, seine Arbeitsweise gegenüber Dritten und die Erbringung von Dienstleistungen des Prüfstands auswirkt (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-3111/001, S. 4).

In der Begründung wurde angeführt:

« Alors que la loi de 1888 prescrit que le conseil d'administration du banc d'épreuves est composé d'un président et de six syndics, le bourgmestre de Liège étant de droit président du conseil d'administration, ce point a été entièrement révisé, vu le contexte changeant. En outre, la loi de 1888 prescrit que le directeur du banc d'épreuves soit nommé par le Roi, à partir d'une liste établie par les fabricants d'armes. Cette règle est également abandonnée.

Le présent projet de loi propose une structure interne du banc d'épreuves entièrement nouvelle. Les organes du banc d'épreuves seront un conseil d'administration et un directeur. Le directeur ne fera pas partie du conseil d'administration. Il s'agit donc de deux organes distincts et indépendants.

[...]

Le directeur, qui sera chargé de la gestion journalière du banc d'épreuves, sera nommé par le Roi. La procédure qui précède sa nomination sera encore déterminée par le Roi. Contrairement à ce qui est le cas suivant les dispositions de la loi de 1888, la nomination du directeur sur la base d'une liste établie par les fabricants d'armes, n'est donc pas retenue. Tout ceci vise à mieux pouvoir garantir la transparence et l'indépendance dans le cadre de la nomination du directeur et du fonctionnement du banc d'épreuves en général » (*ibid.*, pp. 5 et 6).

B.3.2. Die Bestimmungen zum Direktor wurden wie folgt begründet:

« Contrairement à ce qui est le cas maintenant, le directeur du banc d'épreuves ne sera plus nommé sur proposition de ce qu'on appelle les maîtres d'armes. Mais ce sera encore le Roi qui règlera la procédure complète par arrêté d'exécution, et pourra nommer et démettre le directeur, toutefois, ce sera d'une manière à poser l'indépendance comme principe. Le mandat de 6 ans du directeur, pourra alors être renouvelé quand le conseil d'administration donnera un avis favorable pour ce renouvellement. [...] » (*ibid.*, p. 12).

B.3.3. Der angefochtene Artikel 19 § 2 wurde im Wege des Abänderungsantrags Nr. 1 eingeführt, der wie folgt begründet wurde:

« Le projet de loi relatif au banc d'épreuves des armes à feu modifie la composition du conseil d'administration. Un nouveau directeur devra être nommé sur la base d'un arrêté d'exécution de l'article 7. Tous les mandats devront donc être redistribués.

Il convient de garantir la continuité et d'éviter au maximum l'apparition de discussions et de contestations avec les mandataires actuels » (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-3111/002, p. 2).

Dieser Abänderungsantrag wurde in dem zuständigen Ausschuss einstimmig angenommen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-3111/003, S. 11).

B.4. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung.

Die klagende Partei erläutert, dass sie ihr Amt als Direktor des Prüfstands nicht aufgrund eines Mandats, sondern durch eine Ernennung durch den König aufgrund des königlichen Erlasses vom 10. Februar 2004 « zur Ernennung des Direktors des Prüfstands für Feuerwaffen » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. März 2004) hat.

Sie führt an, dass Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 von Rechts wegen ihre Beschäftigung beendet, obgleich dies eine Entscheidung sei, die ausschließlich in die Zuständigkeit der ausführenden Gewalt falle. Auf diese Weise werde ein Behandlungsunterschied zwischen einerseits den vom König ernannten statutarischen Beamten, bei denen es die ausführende Gewalt sei, die die Entscheidung treffe, ihr Amt zu beenden oder sie nach Abschluss eines speziellen Verfahrens unter Einhaltung der anwendbaren Verfahrensgarantien zu sanktionieren, und andererseits der klagenden Partei selbst eingeführt, deren Amt durch eine Gesetzesnorm beendet werde, unabhängig von jeglichem Verfahren, obgleich der Gesetzgeber dafür nicht zuständig sei.

Die klagende Partei macht außerdem geltend, dass, wenn es das Ziel des Gesetzgebers gewesen sei, die Kontinuität der Einrichtung zu gewährleisten und die Risiken von Streitsachen zu vermeiden, Übergangsmaßnahmen hätten ergriffen werden müssen, um ihren Verbleib auf dem Posten des Direktors des Prüfstands vorzusehen, bis sie dieses Amt nicht mehr innehaben.

B.5.1. Das Personal eines öffentlichen Dienstes befindet sich ihm gegenüber grundsätzlich in einem öffentlich-rechtlichen Verhältnis, weshalb davon auszugehen ist, dass es den allgemeinen Grundsätzen, die für die Rechtsstellung der statutarischen Bediensteten gelten, unterliegt. Es könnte sich nur dann anders verhalten, wenn anhand übereinstimmender Angaben eindeutig feststehen würde, dass dieses Personal vertraglich an diesen Dienst gebunden ist (Staatsrat, 13. Juli 1979, Nr. 19.754; 24. Januar 2001, Nr. 92.580; 4. März 2016, Nr. 234.035).

B.5.2. Im vorliegenden Fall bestimmt Artikel 3 des Gesetzes vom 24. Mai 1888: « Der Direktor wird auf Vorlage einer Liste von drei Kandidaten vom König ernannt ». Aus der « allgemeinen Ordnung des Prüfstands für Feuerwaffen in Lüttich », die durch den königlichen Erlass vom 30. Juni 1924 « zur Festlegung der allgemeinen Ordnung des Prüfstands für Feuerwaffen in Lüttich » gebilligt wurde, geht hervor, dass der Direktor des Prüfstands den Rang eines Direktors in der Zentralverwaltung des Ministeriums der Industrie und der Arbeit hat, dass er nach fünfzehn Amtsjahren auf Vorschlag des Ministers der Industrie, der Arbeit und der Sozialfürsorge den Generaldirektoren gleichgestellt werden kann, dass sein Jahresgehalt « auf den Höchstbetrag des Gehalts eines Direktors der Zentralverwaltung festgelegt wird », dass dieses Gehalt « keinesfalls direkt oder indirekt durch eine Entscheidung der Verwaltungskommission geändert werden kann » und dass es « gemäß den durch das Gesetz vom 12. April 1960 zur Vereinheitlichung der verschiedenen Regelungen zur Kopplung an den Einzelhandelspreisindex festgelegten Modalitäten an die Schwankungen des allgemeinen Einzelhandelspreisindex des Königreiches gekoppelt » ist.

B.6.1. Aus den in B.3 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber eine vollständige und tiefgreifende Revision des inzwischen veralteten Gesetzes über den Prüfstand für Feuerwaffen insbesondere durch eine Revision der Verwaltungsstruktur und der Organisation der Einrichtung vornehmen wollte.

B.6.2. Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 beendet von Rechts wegen das « Mandat » des Direktors ab dem Inkrafttreten dieses Gesetzes am 1. Januar 2019 oder zu einem früheren vom König festzulegenden Datum, sieht aber vor, dass der Direktor sein « Mandat » weiter ausübt, bis er nach den durch die Artikel 7 und 8 des Gesetzes vorgeschriebenen Regeln ersetzt worden ist.

Durch diese Bestimmung wird die Beschäftigung der klagenden Partei zum 1. Januar 2019 oder zu einem früheren vom König festzulegenden Datum beendet. Die klagende Partei übt jedoch ihr Amt als Direktor bis zur Bestellung des Inhabers des Mandats als Direktor nach den in den Artikeln 7 und 8 desselben Gesetzes festgelegten Regeln weiter aus.

B.7.1. Damit nicht jegliche Gesetzesänderung oder jede vollständig neue Regelung unmöglich gemacht wird, kann nicht angenommen werden, dass eine neue Bestimmung aus dem bloßen Grund gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen würde, dass durch sie die Anwendungsbedingungen der früheren Rechtsvorschriften geändert werden.

B.7.2. Wenn der Gesetzgeber eine Änderung der Politik als notwendig erachtet, kann er den Standpunkt vertreten, dass sie mit sofortiger Wirkung durchgeführt werden muss, und ist er grundsätzlich nicht verpflichtet, eine Übergangsregelung vorzusehen. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung wird nur verstoßen, wenn das Fehlen einer Übergangsregelung zu einem Behandlungsunterschied führt, für den es keine vernünftige Rechtfertigung gibt, oder wenn der Grundsatz des rechtmäßigen Vertrauens übermäßig verletzt wird. Dieser Grundsatz steht in engem Zusammenhang mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit, der es dem Gesetzgeber verbietet, ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung das Interesse der Rechtsunterworfenen daran, die Rechtsfolgen ihrer Handlungen vorhersehen zu können, zu beeinträchtigen.

B.8. Im vorliegenden Fall handelt es sich um eine Einrichtung öffentlichen Interesses. Daher konnte der Gesetzgeber entscheiden, eine Angelegenheit selbst zu regeln, die er dem König zugewiesen und die die Verfassung ihm nicht vorbehalten hat, indem er vorgesehen hat, die bisher geltende Regelung zur Ernennung des Direktors des Prüfstands durch eine Mandatsregelung über einen erneuerbaren Zeitraum von sechs Jahren nach einem durch einen königlichen Erlass zur Ausführung festzulegenden Verfahren zu ersetzen.

Daraus folgt, dass der Klagegrund, insofern er gegen Artikel 8 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 gerichtet ist, unbegründet ist.

B.9. Der Gerichtshof muss jedoch prüfen, ob der Gesetzgeber durch die Beendigung der Beschäftigung der klagenden Partei von Rechts wegen unter Berücksichtigung seines Ziels dadurch, dass er keine Übergangsbestimmung vorgesehen hat, nicht auf unvernünftige Weise die Rechte des Betroffenen verletzt hat.

B.10.1. Im vorliegenden Fall wird der angefochtene Artikel 19 § 2 nur mit dem Ziel begründet, die Kontinuität zu gewährleisten und Diskussionen und Streitsachen mit den gegenwärtigen Mandatsinhabern möglichst zu vermeiden.

Als statutarischer Bediensteter muss die klagende Partei es hinnehmen, dass ihr Amt oder Bestandteile ihres Statuts einseitig durch Anwendung des « Prinzips der Änderungsfähigkeit » geändert werden können. Sie kann jedoch erwarten, dass im Fall der Änderung oder des Wegfalls ihres Amtes geeignete Übergangsbestimmungen wie gegebenenfalls ein Wechsel in ein anderes Amt, in eine andere Dienststelle oder eine andere Einrichtung erlassen werden, um der dauerhaften Beschaffenheit der Beschäftigung Rechnung zu tragen, die eine wesentliche Eigenschaft des statutarischen Amtes darstellt.

Indem der Gesetzgeber die Maßnahme, die von Rechts wegen die Beschäftigung des Direktors des Prüfstands beendet, zum 1. Januar 2019 oder zu einem früheren vom König festzulegenden Datum in Kraft gesetzt hat, hat er eine Maßnahme ergriffen, die für den Betroffenen schwerwiegende Folgen hat, ohne eine angemessene Übergangsmaßnahme vorzusehen, und ohne dass ein zwingender Grund des Allgemeininteresses angeführt wurde, um deren Fehlen zu begründen.

Aufgrund von Artikel 19 § 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 bleibt die klagende Partei bis zur Bestellung eines Nachfolgers im Amt. Diese Bestimmung ist dazu gedacht, die Kontinuität der öffentlichen Dienstleistung sicherzustellen, stellt aber für die klagende Partei keine angemessene Übergangsmaßnahme dar, um der dauerhaften Beschaffenheit der Beschäftigung Rechnung zu tragen, die eine wesentliche Eigenschaft des statutarischen Amtes darstellt. Sie hilft daher dem Fehlen einer angemessenen Übergangsmaßnahme nicht ab.

B.10.2. Der angefochtene Artikel 19 § 2 weist also eine Lücke auf, insofern er die Beschäftigung des amtierenden Direktors des Prüfstands für Feuerwaffen beendet, ohne ihm gegenüber eine angemessene Übergangsmaßnahme vorzusehen.

Somit ist die Einführung der neuen Regelung nicht ausreichend vorhersehbar und missachtet die rechtmäßigen Erwartungen der klagenden Partei.

B.11. Der erste Klagegrund, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit und des rechtmäßigen Vertrauens abgeleitet ist, ist begründet, jedoch nur in dem in B.10.2 erläuterten Maße.

B.12. Ein zweiter Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 13 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet.

Nach Auffassung der klagenden Partei hätte die Annahme einer Gesetzes- anstatt einer Verordnungsnorm zur Folge, dass ihr das Recht auf eine wirksame Beschwerde versagt werde, weil nicht der Staatsrat sondern nur der Gerichtshof dafür zuständig sei, die ihr gegenüber getroffene Entscheidung auf ihre Rechtmäßigkeit hin zu prüfen. Der klagenden Partei werde somit eine ganze Reihe von Verfahrensgarantien versagt, welche die Behörden zu beachten hätten, wenn sie Sanktionen gegen einen Beamten anwenden.

B.13. In Anbetracht der Nichtigkeitsklärung des angefochtenen Artikels 19 § 2 in dem in B.10.2 präzisierten Maße hat das Gesetz nicht mehr zur Folge, dass die Funktion des Direktors des Prüfstands für Feuerwaffen beendet wird; deshalb braucht der zweite Klagegrund, der mit der richterlichen Kontrolle einer Entscheidung gesetzgeberischer Art zusammenhängt, welche per definitionem keine Folgen hat zeitigen können, nicht geprüft zu werden.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 8. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen über den Prüfstand für Feuerwaffen, insofern er sich auf den Direktor des Prüfstands für Feuerwaffen bezieht, ohne eine angemessene Übergangsbestimmung vorzusehen, für nichtig;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 19. März 2019.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,  
F. Daoût

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE**

[C – 2019/30336]

**3 AVRIL 2019. — Loi relative au retrait  
du Royaume-Uni de l'Union européenne (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**TITRE 1<sup>er</sup>. — Disposition générale**

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**TITRE 2. — Droit de séjour des ressortissants du Royaume-Uni  
et des membres de leur famille**

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Modifications de la loi du 15 décembre 1980  
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers**

**Art. 2.** Dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est inséré un article 81/2 rédigé comme suit :

“Art. 81/2. Le droit de séjour des ressortissants du Royaume-Uni et des membres de leur famille, obtenu conformément aux articles 40 et 40bis, et celui des autres membres de la famille visés à l'article 47/1, est maintenu après l'entrée en vigueur de la loi du 3 avril 2019 relative

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER**

[C – 2019/30336]

**3 APRIL 2019. — Wet betreffende de terugtrekking  
van het Verenigd Koninkrijk uit de Europese Unie (1)**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Algemene bepaling**

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**TITEL 2. — Verblijfsrecht van onderdanen  
van het Verenigd Koninkrijk en hun familieleden**

**HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen**

**Art. 2.** In de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt een artikel 81/2 ingevoegd, luidende :

“Art. 81/2. Het verblijfsrecht van de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk en hun familieleden, verkregen overeenkomstig de artikelen 40 en 40bis, alsook dit van andere familieleden bedoeld in artikel 47/1, blijft behouden na de inwerkingtreding van de wet van